

Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme

الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان

Bureau National

Email : laddhalgerie@gmail.com

Site : laddh-algerie.org

المكتب الوطني

بريد الكتروني

الموقع

laddhalgerie@gmail.com

laddh-algerie.org

Alger 06 janvier 2018

Europe : horrible traitement des migrants clandestins algériens lors de leur expulsion

La LADDH suit de près, ce qui se passe ces dernières années concernant le traitement et les arrestations massives de migrants clandestins algériens par les forces de police européennes dans les villes européennes qui va de tout commentaire. On avait jamais vu une atrocité et des actes hautement inhumains infligés aux hommes, plusieurs vidéos sur les réseaux sociaux en témoignent des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants émaciés et traumatisés, empilés les uns sur les autres, enfermés dans des hangars sans accès aux nécessités les plus élémentaires et dépouillés de leur dignité humaine.

Un algérien mort dans un centre de migrants à Malaga, en Espagne:

Mohamed Bouderbala a été retrouvé mort le 29 décembre 2017, les autorités sécuritaires espagnoles ont déclaré que l'autopsie avait révélé que le migrant algérien était mort après s'être pendu à l'aide d'un drap, cependant les images postées **par des témoins montrent que le défunt a été violenté à coups de matraque.**

Alors le mardi 02 janvier 2018, lors d'une conférence de presse organisée à Malaga par la Plateforme citoyenne contre le centre de rétention d'Archidona, son frère Ahmed Boudarbala a affirmé que son frère n'était pas suicidaire. « J'étais en contact avec mon frère tous les jours, je l'appelais, il se plaignait de la nourriture et du froid, mais pas de la vie » avait déclaré le frère du défunt.

Selon Ahmed, son frère et d'autres migrants ont été frappés par la police en charge d'Archidona, dans les heures qui ont précédé sa mort. Des proches d'autres personnes retenues dans le centre ont également accusé la police de violences, en particulier à l'égard de migrants qui auraient manifesté contre leur situation, proche d'un régime carcéral, selon la plateforme. Selon le porte-parole Daniel Machuca, les migrants ont dénoncé auprès de leurs proches leurs mauvaises conditions de vie, notamment l'absence d'eau chaude.

Ces tensions ont abouti à une intervention répressive violente de la police jeudi 28 décembre 2017, dont témoignent plusieurs migrants algériens.

D'ailleurs selon un journaliste espagnol, le migrant algérien décédé emprisonné dans un centre de rétention en Espagne ne s'est pas suicidé. Selon Sergio Rodrigo, qui travaille pour le journal *El Mediterráneo*, le jeune Mohamed Bouderbala aurait succombé à ses blessures après avoir reçu plusieurs coups assénés par des agents de police anti-émeute espagnols.

Par ailleurs, le ministre algérien de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a fait savoir, que le parquet algérien a ouvert une enquête pour faire la lumière sur la mort suspecte d'un ressortissant algérien en Espagne et l'assassinat de deux autres en France.

Face à la gravité des faits, la LADDH ne peut pas continuer à fermer les yeux sur les horreurs inimaginables subies par les migrants clandestins algériens en Europe, ainsi l'on est tenté des dizaines de fois de demander que les institutions de l'Union européenne prennent en compte et appliquent le respect des droits de l'homme.

Par ailleurs, le pouvoir algérien a non seulement toujours refusé de fournir des détails à l'opinion publique sur la détention de ressortissants algériens mais ne porte que très rarement assistance à ces détenus.

On ne connaît pas non plus le nombre de détenus alors que les autorités consulaires ont justement pour tâches, entre autres, l'assistance aux personnes de nationalité algérienne et ce conformément aux dispositions des articles 5, 36 et 37 de la Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires. Il est à noter aussi que certains pays font preuve d'un manque de coopération sur cette question quand ce n'est pas les Algériens qui refusent de donner leur réelle identité aux autorités des pays dans lesquels ils se trouvent de peur d'être extradé et de finir en prison en Algérie comme c'est le cas des Harragas.

En absence de statistiques officielles, la LADDH tente de cerner le chiffre de ressortissants Algériens détenus à l'étranger en se basant sur les informations partielles collectées auprès des familles de détenus, dans les rapports des O.N.G.

Ces informations restent surement incomplètes et exigent plus d'efforts pour cerner de plus près ces chiffres :

- Plus de 7.000 personnes détenues algériens en France
- Plus de 4.500 personnes détenues algériens en Espagne
- Plus de 2.500 personnes détenues algériens en Italie
- Plus 1.500 détenus algériens en Belgique
- Plus 2.300 détenus algériens en Allemagne
- Plus de 150 détenus algériens en Grèce
- Plus de 200 détenus algériens en Grande- Bretagne.

Les Algériens détenus à l'étranger sont accusés pour cause :

| | |
|--|-------|
| - De présence illégale sur le territoire | 74 % |
| - D'infractions de droit commun | 17 % |
| - D'infractions liées aux produits stupéfiants | 0,5 % |
| - D'appartenance présumée à un groupe terroriste | 0,4 % |

Remarque : la LADDH pense que ces détenus sont parfois victimes de soupçons infondés et demande le droit de visite consulaire et l'obtention rapide des détails du déroulement des procédures judiciaires.

Les conditions de détentions :

- Certains lieux de détentions sont insalubres, inhumains et dégradants
- Aucune séparation entre les détenus prévenir les abus (physiques et sexuels)
- Manque d'assistance juridique et de service médical régulier
- Dans certains lieux de détentions, les mauvaises conditions d'hygiène et l'absence d'installations d'assainissement ; et, des systèmes de chauffage

En conséquence de ce qui précède, le bureau national de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) souligne :

Dans ce contexte, Mr HOUARI Kaddour, Président la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) accuse les pays de l'Union européenne de mauvais et horrible traitement des migrants clandestins algériens lors de leur expulsion, d'ailleurs les valeurs fondamentales de l'Union européenne sont remises en question aujourd'hui et l'Union doit construire une politique migratoire fondée sur les droits garantis par la convention européenne des droits de l'homme.

La LADDH à maintes reprises, a condamné les violations des droits humains et les abus contre les migrants et a exhorté les autorités européennes à redoubler les efforts pour améliorer la protection et la promotion des droits de l'Homme, en particulier dans les centres de détention pour migrants.

Bureau National

Président

HOUARI Kaddour